

**RÉUNION DES MEMBRES**  
**DU CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE**

Tunis, 22-23 novembre 2011

**DÉCLARATION FINALE**

Les membres du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) se sont réunis les 22 et 23 novembre 2011 à Tunis, sous la présidence conjointe de MM. Alex Rugamba, directeur du département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce à la Banque africaine de développement (BAD), et de Max-Olivier Gonnet, sous-directeur de la sécurité alimentaire et du développement économique au ministère français des Affaires étrangères et européennes.

Outre les pays du G8, l'ICA avait adressé des invitations au G20, compte tenu de l'élargissement de l'ICA préconisé par le Groupe de travail développement du G20. Des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Inde et de la Turquie étaient présents en qualité d'observateurs.

Cette réunion avait pour objectif essentiel de permettre aux membres de l'ICA et aux observateurs de prendre connaissance des progrès accomplis depuis la précédente réunion de mai 2011. Les activités de l'ICA ont été présentées à l'aune des objectifs de son Plan d'action stratégique 2010-2012, tout en tenant compte des activités et des orientations stratégiques futures de l'organisation.

L'ordre du jour était axé sur les orientations que pourrait suivre l'ICA à la suite du rapport définitif du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), qui sera examiné en janvier 2012 au sommet de l'Union africaine, ainsi qu'en fonction des résultats du pilier Infrastructures du Groupe de travail développement du G20. Des présentations ont été consacrées aux trois grands piliers des activités de

l'ICA (coordination, promotion de programmes régionaux d'infrastructures, savoir et information), ainsi qu'aux questions de planification, de gestion et de personnel. Le deuxième jour, un atelier a été consacré à l'élaboration des projets, et à la plateforme d'échange des projets (« Faciliter les engagements et la coordination de projets »).

On trouvera à l'annexe 1 un exposé d'ensemble des présentations (sessions 3 à 6) et des ateliers. La liste des participants figure à l'annexe 2.

## **PRINCIPAUX SUJETS ABORDÉS ET RÉSULTATS**

### **Allocution de bienvenue et intervention liminaire**

M. Bobby Pittman, vice-président de la BAD chargé des infrastructures, de l'intégration régionale et du secteur privé, a souhaité la bienvenue aux membres de l'ICA et aux observateurs du G20, et a livré à un exposé succinct de la précédente réunion annuelle, accueillie en mai 2011 par la France. Il a également présenté brièvement les importants résultats des travaux du Groupe de travail Développement du G20, et du sommet de novembre 2011 du G20, qui s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action des banques multilatérales de développement et du rapport du Panel de haut niveau du G20.

M. Rémy Rioux, sous-directeur au ministère français de l'économie, des finances et de l'industrie, a présenté en détail les résultats du pilier Infrastructures relevant du Groupe de travail Développement du G20. Il a souligné l'importance que le G20 attache au développement des infrastructures. Il a également mis en exergue le rôle de l'ICA dans ce processus, notamment en ce qui concerne la qualité des informations (Sokoni, AIKP, évaluation des mécanismes existants de préparation des projets), ainsi que le suivi et le soutien des projets d'infrastructures retenus par le G20 pour l'Afrique. Une discussion s'est alors engagée autour du rôle accru qui devrait incomber à l'ICA en 2012 et au-delà. Les membres reconnaissent que ce mandat renforcé émanant du G20 impose de consacrer davantage de moyens au Secrétariat de

l'ICA. Ces activités et programmes complémentaires auront une forte incidence sur les activités de planification et de mise en œuvre qui seront présentées par le prochain Plan d'action stratégique de l'ICA (SBP).

### **Résultats stratégiques de la réunion**

- Les membres ont convenu que l'ICA devra continuer à travailler à son élargissement, et s'ouvrir à de nouveaux membres en les informant de ses activités et de ses orientations, et en les invitant à ses réunions stratégiques. Il a été demandé à l'ICA d'inviter le Mexique, État qui exercera la prochaine présidence du G20, en qualité de nouveau membre potentiel, les comptes rendus des résultats des travaux du G20 en 2011 et des progrès accomplis sous la nouvelle présidence en 2012 étant assurés par la France. Le Secrétariat de l'ICA rendra compte des résultats de ces initiatives en faveur de l'élargissement lors de la prochaine réunion annuelle prévue en 2012.
- L'ICA entreprendra également à une évaluation des performances des mécanismes existants de préparation de projets en Afrique, qui sera soumise au G20. Cette étude portera sur le montant des fonds disponibles, l'accessibilité de ces mécanismes, et leur efficacité, en se fondant sur le recensement en cours de ces facilités, et sur l'actualisation du Guide d'élaboration des projets à l'intention des utilisateurs publié en ligne par l'ICA.
- Il est recommandé à l'ICA d'user de sa capacité de synthèse pour effectuer des synergies stratégiques, notamment entre les réalisations du G20 issues du rapport du Panel de haut niveau, le Plan d'action des banques multilatérales de développement et le PIDA. Une attention particulière devra être accordée aux projets régionaux exemplaires.
- L'ICA procédera à un examen à mi-parcours du Plan d'action stratégique (SBP), dont il rendra compte lors de la prochaine réunion de l'ICA. Les résultats de cet

examen, conjugués avec les suites à apporter aux recommandations issues des nouvelles initiatives du G20, devront être pris en compte dans l'élaboration d'un nouveau SBP d'ici à la fin de l'année 2012.

- L'ICA entreprendra une évaluation de ses moyens, compte tenu du rôle qui lui revient dans le cadre du PIDA et du Plan d'action du G20, et en fera rapport lors de la prochaine réunion. Cette étude permettra de mieux cibler la recherche de moyens complémentaires pour mettre en œuvre les nouveaux programmes. La DFID a précisé que le Royaume-Uni pourrait faciliter la réalisation de cette étude.
- Les membres de l'ICA ont été informés de la transformation de l'AICD en AIKP, qui servira de plateforme de connaissances au consortium. L'équipe de la BAD a présenté un rapport d'étape sur l'AIKP. Il en ressort que la mise en œuvre de la deuxième phase fait apparaître un besoin de financement de l'ordre de 6,6 millions de dollars. Les membres de l'ICA sont encouragés à accorder leur soutien à l'AIKP. L'ICA est invitée à étudier de près l'évolution des modes de financement des infrastructures, ainsi que les sources non traditionnelles de financement, telles que les fondations et les fonds d'investissement climat, appelés à jouer un rôle croissant en Afrique. Le recours à de nouveaux outils comme les garanties et les obligations a également été recommandé, afin d'accroître les investissements dans le secteur des infrastructures.
- Les membres de l'ICA ont approuvé dans leurs grandes lignes les orientations et les réalisations de l'ICA pour 2011. Ils ont salué la qualité de ses nouveaux outils de partage de connaissances, ainsi que l'efficacité de son action de coordination entre les plates-formes sectorielles, en dépit de son personnel restreint.

En conclusion, la présidence a remercié les participants pour la qualité de leurs contributions au débat, et a noté que le consortium s'était montré apte à maintenir la question des infrastructures au premier plan de l'ordre du jour des principales parties prenantes. Le PIDA, en particulier son Plan d'action prioritaire (PAP), et l'Agenda du

G20, offrent l'occasion d'ouvrir une nouvelle étape pour l'ICA, en élargissant sa composition, tout en conservant la souplesse qui caractérise le fonctionnement de cette entité depuis ses débuts. La présidence a annoncé le départ de Bobby Pittman, vice-président de la BAD chargé des infrastructures, de l'intégration régionale et du secteur privé, et celui de Bernhard Tilemann, conseiller du coordinateur de l'ICA. Elle leur a exprimé ses remerciements et sa gratitude pour le soutien qu'ils ont accordé à l'ICA au cours des deux dernières années.

### **Date et lieu de la prochaine réunion**

La date et le lieu de la prochaine réunion des membres de l'ICA, prévue au printemps 2012, seront annoncés à une date ultérieure.

## ANNEXE 1 : APERÇU DES PRÉSENTATIONS ET DES ATELIERS

---

### SESSION 3 – COORDINATION

Les présentations ont permis de faire le point sur l'état d'avancement et les activités des plates-formes sectorielles de l'ICA (énergie [États-Unis], transports [Japon/BEI] et eau [Allemagne]), du PIDA (BAD, y compris les liens entre ICA et PIDA) et de l'Initiative d'atténuation des risques en Afrique (IRMA) lancée par l'ICA (présentée par la BAD). Les mises à jour consacrées aux plates-formes sectorielles ont été bien accueillies par les membres, qui ont apprécié les différents résultats issus de leurs activités.

- L'Allemagne a présenté les activités de la plate-forme sectorielle consacrée à l'eau, et a annoncé qu'un premier atelier se tiendrait en février au siège de la KfW à Francfort. Les membres de l'ICA ont été invités à accorder leur concours à cet atelier et à y assister. Un plan de travail de la plate-forme Eau pour 2012 a en outre été défini.
- Le Japon a présenté les résultats et les activités prévues de la plate-forme sectorielle consacrée aux transports. Les travaux sur les postes-frontière à guichet unique (OSBP) ont progressé et vont être étendus à l'Afrique occidentale, notamment grâce à la traduction en français du Manuel de référence et à des ateliers. L'étude sur les partenariats public-privé dans les aéroports et les ports d'Afrique menée conjointement avec la BEI a été lancée en novembre 2011. Elle sera achevée dans le courant du premier semestre de 2012.
- Le département du Trésor des États-Unis a présenté les activités de la plate-forme sectorielle consacrée à l'énergie, y compris les visioconférences organisées dans le cadre du Groupe de travail virtuel. Ces discussions avaient pour but d'identifier les goulots d'étranglement qui empêchent d'attirer vers le secteur énergétique davantage d'investissements privés, ainsi que les moyens de remédier à cette situation. Les

besoins en matière d'assistance technique répertoriés par les rapports d'étude de l'ICA ont également fait l'objet d'une présentation succincte.

#### **SESSION 4 – ACTION EN FAVEUR DE PROGRAMMES RÉGIONAUX**

Le Secrétariat de l'ICA a fait le point sur les activités menées en faveur de programmes régionaux. Ces activités comprennent notamment l'enveloppe pilote d'aide mise en place par l'ICA à concurrence de 100.000 dollars. Un premier don a été accordé à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) / Initiative pour la Corne de l'Afrique. D'autres subventions seront accordées à des programmes parrainés par l'ICA, comme le système d'échange d'électricité d'Afrique occidentale (WAPP), le Corridor nord-sud et les corridors de transports Est et Centre. En outre, le Secrétariat a présenté la mise en œuvre de son outil d'information et d'aide aux programmes régionaux créé en 2011, et mis en ligne sur le site Internet de l'ICA.

- La mise en place de l'enveloppe d'aide, et la création de pages Internet, ont été accueillies favorablement par les membres de l'ICA.
- Le Secrétariat de l'ICA a demandé aux membres d'encourager les communautés économiques régionales et leurs institutions spécialisées à consulter les pages Internet consacrées aux programmes régionaux, et à faire acte de candidature pour des soutiens.

#### **SESSION 5 – CONNAISSANCES ET INFORMATION**

La présentation a mis en lumière les progrès enregistré par les programmes, activités et produits spécifiques dans ce domaine. Le Secrétariat de l'ICA a présenté dans leurs grandes lignes le Rapport annuel 2010 et les activités de communication menées en 2011, ainsi qu'un nouveau produit destiné au site Internet de l'ICA et dénommé « Centre de connaissances ». Des points de situation consacrés au Système d'information géographique (SIG) et à l'AIKP ont été présentés respectivement par la BEI et par la BAD.

- Les membres et les observateurs ont formulé des commentaires utiles sur les moyens d'améliorer ces produits et activités. En conséquence, le Rapport annuel 2011 comprendra un suivi des facilités de préparation de projets et, si possible, des sources de financement innovant. Le prochain questionnaire destiné à recueillir des données en vue du Rapport annuel 2011 sera diffusé en janvier 2012. Il est demandé aux membres de contribuer à ce processus en répondant à ce questionnaire.
- Le Centre de connaissances a été salué par les membres de l'ICA. Il bénéficiera de leur soutien sous forme de documents et d'informations appropriés. Il conviendra d'établir des liens entre ce centre et d'autres moyens de mise en commun de connaissances, notamment ceux de la BAD. L'agence japonaise de coopération internationale (JICA) accordera un soutien substantiel au Centre de connaissances de l'ICA, dans lequel elle voit un outil d'une grande utilité pour la mise en commun de plans directeurs, d'études de faisabilité, de documents de travail, et d'autres informations appropriées en matière d'infrastructures. Le Centre de connaissances devra veiller à éviter les doubles emplois dans la réalisation d'études, qui risquent de gaspiller des ressources rares et de valeur.
- La BAD a exposé l'état d'avancement de l'AIKP, en soulignant le besoin de financement qui devra être comblé au cours de la phase 2. Le débat a porté sur l'actualisation des travaux antérieurs, et sur l'élargissement de l'AICD en fonction des résultats des travaux du G20. (Rappel : Le transfert du programme entre la Banque mondiale et la BAD a mis en évidence un certain nombre de problèmes et de besoins de financement pour la collecte de données, notamment un manque de financement estimé à 6,6 millions de dollars d'ici à 2016.) La BAD a sollicité l'aide des membres de l'ICA pour répondre à ce besoin de financement.
- Le Japon a confirmé que l'AICD avait constitué une étude utile, jugée crédible à tous les niveaux. La JICA étudiera la possibilité de contribuer au financement.



## **SESSION 6 – GESTION DE L’ICA**

La présentation faite par le coordinateur de l’ICA a permis de faire le point sur les résultats obtenus en 2011, et sur les activités prévues pour 2012. Les membres ont été informés des questions de personnel, du budget du Secrétariat, et des problèmes auxquels l’ICA est confronté. Les progrès accomplis en matière de comptes rendus (Rapport d’activité et cadre méthodologique, notamment) ont été salués par les membres. Ces derniers ont été également informés des principaux problèmes soulevés par le projets d’élargissement au-delà du G8, et des activités résultant du Plan d’action pour les infrastructures élaboré par les banques multilatérales de développement (BMD) dans le cadre du G20.

Cette présentation et les discussions qui ont suivi ont abouti aux résultats suivants :

- **Personnel :** La JICA a annoncé la reconduction du contrat du fonctionnaire japonais en détachement affecté au secteur des transports. L’actuel conseiller attaché au coordinateur pourra être remplacé par un consultant. La procédure de recrutement d’un conseiller technique pris en charge par la France est parvenue à son stade final. La venue de ce nouveau collègue est prévue pour le début de l’année 2012.
- **Élargissement de l’ICA dans le cadre du G20 et étendue de ses activités :** Le Royaume-Uni s’est déclaré disposé à faciliter l’examen du rôle qui reviendra à l’ICA du fait du nouveau Plan d’action des BMD dans le cadre du G20. Le cadre stratégique de l’ICA devra être redéfini, en établissant des liens et en procédant aux clarifications nécessaires entre les différents projets : Facilité de préparation des projets d’infrastructures (IPPF) du NEPAD, PIDA, mécanismes de préparation des projets et Sokoni, initiative qui n’en est qu’à sa phase initiale de formulation. Les procédures opérationnelles de l’ICA devront être actualisées afin de s’adapter aux changements à venir.

- Le cadre méthodologique (indicateurs) et le rapport d'activité ont été bien accueillis par les membres de l'ICA. Le débat a également porté sur la différence entre les rapports d'activité émanant des membres, et ceux provenant du Secrétariat de l'ICA.
- Afin d'améliorer l'efficacité des procédures de présentation des rapports, il a été proposé que l'étude du rapport d'étape de l'année écoulée en fonction des indicateurs du cadre méthodologique et des résultats soit mené lors de la réunion de printemps, l'examen du plan de travail chiffré pour l'année à venir étant réservé à la réunion d'automne.

## **ATELIER DU 23 NOVEMBRE**

### **FACILITER LES ENGAGEMENTS ET LA COORDINATION DE PROJETS**

Le Secrétariat de l'ICA a présenté un modèle de la version actualisée du Guide en ligne d'élaboration des projets à l'intention des utilisateurs (les travaux en cours ont permis de répertorier une soixantaine de facilités de préparation de projet en Afrique). Ce nouvel outil, dénommé « base de données de recherche sur la préparation des projets », a été favorablement accueilli par les membres. Les suggestions ont notamment porté sur : (i) une proposition d'évaluation du montant des financements disponibles sur le marché pour l'élaboration de projets ; (ii) des interrogations quant aux moyens d'alimenter cet outil ; (iii) des craintes en ce qui concerne le contrôle de qualité et la confidentialité. Au cours de la deuxième session, la BAD a fait le point sur la facilité IPPF du NEPAD. Les membres ont observé que le Plan de travail de l'IPPF faisait apparaître un besoin de financement de 196 millions de dollars. L'IPPF devra reconstituer ses fonds dans un très proche avenir, afin de faire face aux besoins immédiats de mise en œuvre du PIDA.

## **Atelier consacré à Sokoni**

La dernière session a permis de faire le point sur la plateforme Sokoni, projet plurilingue en ligne parrainé par le G20, qui a fait l'objet de travaux préparatoires en 2011. Il est prévu que Sokoni sera hébergé par la Banque africaine de développement, bénéficiera de divers financements, de la BAD en particulier, et disposera d'un budget total d'environ 10 millions de dollars sur trois ans. Le débat de haute tenue qui s'est ensuivi entre les membres de l'ICA a porté notamment sur la nécessité de mieux prendre en compte la complexité des activités prévues, sur les technologies mises en œuvre, sur le cadre institutionnel d'ensemble, sur les dispositions à prendre en matière de gouvernance, et sur le coût de ce projet.

## ANNEX 2 Liste des participants

	Prénom	Nom	Fonction	Organisation
1	M. Brian	BAXENDALE	Senior Infrastructure Advisor	Department for International Development (DFID) – Royaume Uni
2	M. Ichiro	TAMBO	Director General Africa Department	Japan International Cooperation Agency (JICA)
3	Mr. Kei	YOSHIZAWA	Deputy Director Office for TICAD Process, Africa Department	Japan International Cooperation Agency (JICA)
4	Mr. Max-Olivier	GONNET	Sous-directeur de la sécurité alimentaire et du développement économique	Ministère des affaires étrangères et européennes – France
5	Mr. Xavier	BRUN	Chef de pôle Filières de croissance et infrastructures Sous-Direction de la sécurité alimentaire et du développement économique	Ministère des affaires étrangères et européennes – France
6	Ms. Gabrielle	LUCCIONI	Chargée de mission du pôle Filières de croissance et infrastructures Sous-Direction de la sécurité alimentaire et du développement économique	Ministère des affaires étrangères et européennes – France
7	Ms. Rima	LE COGUIC	Responsable adjoint division transport et énergie durables Deputy Head – Sustainable Transport and Energy Division	Agence Française de Développement (AFD) – France
8	Mr. Knut Nicolai	SAND	Vice-President of Client Relations	Zanbato – USA
9	Mr. Ryan James	ORR	CEO	Zanbato – USA
10	Mr. Daniel	SETTEL	VP Product Development	Zanbato – USA
11	Mr. Alistair	WRAY	Senior Infrastructure Specialist On Secondment to the EIB from the DFID Projects Directorate	Banque européenne d'investissement (BEI)
12	Mr. Luis	BAPTISTA	Senior Corporate Planner Portfolio Management & Policy ACP – Investment Facility	Banque européenne d'investissement (BEI)
13	Mr. Andreas	HOLTKOTTE	Head of Division Water and Sanitation Division Sub-Saharan Africa	Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) – Allemagne

	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Organisation</b>
14	Mr. Sven	NEUNSINGER	Desk Officer Regional Development Policy Africa	Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement (BMZ) – Allemagne
15	Mr. Jamel	SAGHIR	Senior Director Sustainable Development - Africa Region	Banque Mondiale
16	Mr. Rémy	RIOUX	Deputy Assistant Secretary French Treasury	Direction Générale du Trésor
17	Ms. Dorothée	STIK	Conseiller	Direction Générale du Trésor
18	Mr. Faisal	ALKADI	Economic Advisor	The Saudi Fund for Development
19	Mr. Sami	AL-YOUSEF	Economic Advisor	Ministère des finances – Arabie saoudite
20	Mr. Askin	CAKMAK	Conseiller	Ambassade de Turquie à Tunis
21	Ms. Vivien	ESCOTT	Senior Counsellor Office of Canadian Executive Director, AfDB	Agence canadienne de coopération internationale (CIDA)
22	Mr. Alessandro	PROVAGGI	Task Manager	Commission européenne
23	Mr. Hau Sing	TSE	Executive Director - Canada, China, Korea & Kuwait	Banque africaine de développement
24	Mr. Clarence Alexander	SEVERENS	Senior Advisor to the United States Executive Director representing US	Banque africaine de développement
25	Mr. Moegamat Shahid	KHAN	Executive Director – Lesotho, South Africa & Swaziland representing the Government of South Africa	Banque africaine de développement
26	Mr. Bamory	TRAORE	Lead NEPAD-IPPF Coordinator NEPAD Regional Integration and Trade Department	Banque africaine de développement
27	Mr. Sudhaker	SHUKLA	Advisor to Executive Director	Banque africaine de développement
28	Mr. Bocar	CISSE	Senior Financial Analyst NEPAD Regional Integration and Trade Department	Banque africaine de développement
29	Mr. Charles Leyeka	LUFUMPA	Director Statistics Division (ESTA)	Banque africaine de développement

	Prénom	Nom	Fonction	Organisation
30	Mr. Luigi	DE PIERRIS	Consultant Initiative for Risk Mitigation in Africa (IRMA)	Banque africaine de développement
31	Mr. Steward	KINLOCH	Consultant Initiative for Risk Mitigation in Africa (IRMA)	Banque africaine de développement
32	Mr. Bobby J.	PITTMAN	Vice-President Infrastructure, Private Sector & Regional Integration	Banque africaine de développement
33	Mr. Timothy	TURNER	Director Private Sector	Banque africaine de développement
34	Mr. Beejaye	KOKIL	Division Manager Statistics Department (ESTA)	Banque africaine de développement
35	Mr. Ralph	OLAYÉ	Manager NEPAD Regional Integration and Trade Department	Banque africaine de développement
36	Mr. Gilbert	MBESHERUBUSA	Director Transport & ICT	Banque africaine de développement
37	Mr. Alex	RUGAMBA	Director NEPAD Regional Integration and Trade Department	Banque africaine de développement
38	Ms. Momoko	WADA	Institutional/Financial Expert	Banque africaine de développement
39	Mr. Peter	FERNANDES CARDY	Infrastructure Expert NEPAD Regional Integration and Trade Department	Banque africaine de développement
40	Mr. Mohamed	HASSAN	Coordinateur ICA	Secrétariat ICA Banque africaine de développement
41	Ms. Sonja	HOESS	Water Financing Expert	Secrétariat ICA Banque africaine de développement
42	Mr. Bernhard Peter	TILEMANN	Advisor to the ICA Coordinator	Banque africaine de développement
43	Mr. Callixte	KAMBANDA	Infrastructure Specialist	Secrétariat ICA Banque africaine de développement
44	Ms. Donia	BEN SAAD JEGHAM	Secretary	Secrétariat ICA / Banque africaine de développement
45	Ms. Aminata	KONE	Team Assistant	Secrétariat ICA / Banque africaine de développement
46	Mr. Mohamed	TANI	Consultant	Secrétariat ICA / Banque africaine de développement
47	Mr. Sebastian	MOGOS- LINDEMANN	Consultant	Secrétariat ICA / Banque africaine de développement

	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Organisation</b>
48	Ms. Lisa	SALYER	Communications Officer - Consultant	Secrétariat ICA / Banque africaine de développement